

Bernard Kayumba, survivant de Bisesero :
L'Opération Turquoise avait pour objectif de
sauver l'armée gouvernementale,
pas les Tutsi.

Jacques Morel

Bernard Kayumba, maire du district de Karongi, est rescapé des massacres de la paroisse de Mubuga (15 avril 1994) et de Bisesero (7 avril - 1^{er} juillet). Ancien séminariste, âgé de 25 ans en 1994, son témoignage sur les massacres de Bisesero a été recueilli par African Rights.¹ Il est une des six parties civiles rwandaises dans la plainte déposée le 16 février 2005 contre l'armée française pour "complicité de génocide" au Tribunal des armées de Paris. Il a été interviewé à Kigali, le 27 juillet 2007. Il s'exprime en français.

Q : Bernard Kayumba, vous étiez parmi les survivants de Bisesero qui ont assisté à l'arrivée du premier groupe de militaires français, venus en reconnaissance le 27 juin 1994.² Vous étiez, je crois, dans le groupe d'Éric Nzabihimana que j'ai vu hier à l'usine de thé de Gisovu.

– Oui, bien sûr. Ça faisait trois mois que nous étions réfugiés dans les montagnes de Bisesero. Pendant ces 3 mois de calvaire, on nous massacrait. Les miliciens, la population hutu, les militaires, tout le monde était mobilisé contre les Tutsi à ce moment-là. Nous étions jusque-là désespérés. Je peux vous dire que nous possédions une radio là-bas. À ce moment-là nous écoutions quelques fois la nuit les informations et nous avons appris que les Français allaient venir intervenir dans la zone où nous nous trouvions, c'était l'intervention qu'on a nommé Opération Turquoise.

Donc ils sont venus d'abord le 27 juin. À ce moment-là nous avons cru que nous allions être sauvés. Comme nous avions des gens en haut des montagnes pour contrôler les mouvements des tueurs, ils ont vu monter les camions, nous étions tout près de la route et, quand les camions sont arrivés, nous les avons arrêtés. Quand nous avons vu que c'était les Blancs, nous nous sommes dits, en tout cas, on va les arrêter. Nous croyions qu'ils allaient nous achever très facilement parce que là nous étions vraiment foutus, nous étions des morts vivants. Et ce premier jour ils ont dit : « *Appelez tout le monde qui est caché ici et là, et puis on va vous sauver.* » Après que nous nous sommes rassemblés, ils nous ont dit : « *Nous maintenant, nous n'avons pas assez d'équipement, d'hommes,*

¹African Rights, "Résistance au Génocide - Bisesero - avril-juin 1994", pp. 19, 41, 58.

²Patrick de Saint-Exupéry, *Rwanda : les assassins racontent leurs massacres*, Le Figaro, 29 juin 1994, p. 3.

de matériels. Pour cela nous n'allons pas rester ici parmi vous, nous allons retourner à Kibuye et dans trois jours nous allons revenir. »

Je me souviens que je leur ai dit : « *Comme vous le voyez, ils voyaient autour de nous à travers des jumelles, les Interahamwe, les miliciens, qui étaient partout, armés et qui nous encerclaient, comme vous voyez ces tueurs-là, si vous bougez, ils vont nous achever.* » Ils ont dit : « *Non, non, ne vous en faites pas, on va à Kibuye et dans 3 jours on va retourner.* » Je leur ai dit encore : « *Je voudrais vous proposer une chose. Au lieu de nous laisser comme ça, tuez-nous directement. Tuez-nous par les grenades, par une fusillade. Pour nous ça nous arrange parce que ces Interahamwe-là vont nous massacrer gravement.* » Ils ont dit : « *Non, nous allons essayer de contrôler la situation par les hélicoptères.* » Et ils sont repartis.

Ils avaient leur base à Kibuye et, de Bisesero à Kibuye, c'est à peu près une affaire de 30 kilomètres. Ils avaient des moyens de communication. S'ils avaient eu cette bonne intention de nous sauver, ils auraient pu téléphoner à Kibuye et demander du renfort. Mais en plus de cela, à voir le nombre de militaires qui étaient là, ils sont venus dans, environ 10 camions,³ c'était suffisant, et ils étaient capables d'appeler leur commandement à Kibuye pour envoyer des renforts si c'était nécessaire. Mais, à voir leur nombre, l'équipement qu'ils avaient, les moyens de communication, ils avaient tout le nécessaire pour nous secourir.

Mais nous avons réfléchi et compris qu'il y avait quelque chose caché là-dedans, parce que les autorités génocidaires, qui étaient toujours à Kibuye, les avaient donc rencontrés. À mon avis, ils avaient tout simplement une mission de reconnaissance pour savoir quelle était la situation des gens à Bisesero, pour voir s'il y avait encore des gens en vie.

Ils sont repartis à Kibuye, mais durant ces trois jours beaucoup de gens, beaucoup de tueurs ont été mobilisés, de façon que pendant ces trois jours-là, beaucoup de gens soient tués, d'un coup. À mon avis c'était quelque chose qui était bien planifié avec les autorités génocidaires.

Q : Vous pensez qu'il y a eu un accord entre les militaires français et le préfet de Kibuye, Clément Kayishema, pour lui laisser le champ libre afin d'éliminer tous les Tutsi qui restaient dans la montagne ?

– Oui, oui. À voir ce qui s'est passé dans ces trois jours là, à voir les massacres qui ont été commis pendant ces trois jours là, on voit qu'il y avait entre les militaires français et le préfet Kayishema quelque chose qui était convenu, parce que rien ne peut justifier que les Français laissent passer trois jours sans retourner à Bisesero, alors qu'ils avaient vu la situation dans laquelle ils nous laissaient. Les miliciens, les Interahamwe, tous armés, nous encerclaient. Pendant trois jours ils ont massacré les Tutsi. Et les Français avaient toutes les informations. Mais je me suis demandé pourquoi ils nous ont laissés là-bas, dans les griffes de ces tueurs-là, alors qu'ils ont vu toute notre situation, une situation vraiment extrême, . . . , extrême, oui.

³Selon Patrick de Saint-Exupéry et Christophe Boisbouvier, deux journalistes qui accompagnaient les militaires français, ceux-ci étaient dans trois jeeps, ce qui faisait quatre véhicules avec celui des journalistes.

Q : De nouveaux miliciens ou de nouveaux militaires sont-ils venus pendant ces trois jours et quelles armes ont-ils utilisées pour vous attaquer ?

– Il y a eu une mobilisation des militaires, des policiers, des miliciens, de la population hutu. Ils sont venus avec des fusils, des armes traditionnelles. Ils cherchaient partout, même dans les trous où nous étions cachés et on voyait qu'ils s'étaient donné ce projet de nous exterminer pendant ces trois jours parce qu'ils avaient déjà remarqué qu'il y avait quelques rescapés encore là.

Q : Des hélicoptères français vous ont-ils survolés pendant ces trois jours ?

– Non, non. Ils nous avaient trompés en disant que pendant ces trois jours ils allaient envoyer les hélicoptères pour patrouiller la région afin d'éviter à ces miliciens, à ces criminels, de nous tuer. Mais non. Ça n'a pas été le cas.

Q : Vous n'avez pas vu d'hélicoptères pendant ces trois jours ?

– J'ai vu un hélicoptère un jour, mais ce n'était même pas de notre côté, c'était de l'autre côté, là où se trouve l'antenne de Karongi.⁴ Donc, au dessous de nous, il n'y avait rien d'autres que ces terribles tueurs, des tueurs complètement terribles.

Q : Certains affirment que les Français ont fait venir des Interahamwe de Cyangugu, des Interahamwe de Yusufu, pendant ces trois jours. Pensez-vous que ce soit exact ?

– C'est fort possible, parce que, nous avons remarqué que, pendant ces trois jours, il y a eu une augmentation importante des attaques, une augmentation d'intensité grave des attaques. Le nombre d'attaquants avait aussi vraiment augmenté.

Q : Vous l'estimez à combien ?

– C'était beaucoup. Je ne peux pas dire combien parce qu'ils venaient de différentes directions. Si vous avez vu Biseseo, c'est dans les hautes montagnes. Il y avait des gens qui venaient de la ligne de Cyangugu, il y en avait d'autres qui venaient de la ligne de Mubuga, d'autres qui venaient de la ligne de Kibuye, d'autres qui venaient de la ligne du côté de Gisovu, c'était une situation inimaginable.

Q : Avez-vous vu des véhicules amener des miliciens ou des soldats pour vous attaquer ? Quels étaient ces véhicules ? Marque, couleur etc ?

– C'est difficile de donner de telles précisions. Mais les uns venaient à pied, les autres étaient dans des véhicules, des camions, des Daihatsu, des camionnettes, c'était toute une confusion. Comme il y en a qui venaient de loin, il fallait que leurs chefs organisent leur transport.

Q : D'après un historien qui travaille avec l'armée française, Bernard Lugan, le bourgmestre de Gishyita, Charles Sikubwabo, a demandé au capitaine de frégate Marin Gillier, qui commandait les troupes françaises en bas, à Gishyita, de lui fournir des grenades pour attaquer une grotte ou une galerie de mine, où se cachaient des Tutsi.⁵ En avez-vous entendu parler à ce moment-là ou après, par des rescapés ?

⁴Une antenne radio sur le mont Karongi, le sommet de la région (2 595 m), relayait Radio Rwanda et Radio RTL M qui toutes deux appelaient les Hutu à massacrer les Tutsi puis à fuir au Zaïre.

⁵B. Lugan, "François Mitterrand, l'armée française et le Rwanda", pp. 268-269.

– Je n’avais pas cette information précise, mais ce bourgmestre-là, Sikubwabo, est parmi les grands génocidaires de la région, c’était même, de plus, un militaire.⁶ Il conduisait chaque jour des attaques à Bisesero. Donc je ne peux pas nier ce fait-là parce qu’on chassait les Tutsi partout. On nous attaquait avec des armes, des grenades, des armes à feu, des streams,⁷ avec toutes sortes d’armes.

Q : Est-ce qu’ils ont utilisé des armes lourdes, comme de l’artillerie ou ...

– Bien sûr, bien sûr, surtout quand nous avions encore une résistance.

Q : Avant que les Français arrivent ou quand ils étaient là ?

– Surtout, avant l’arrivée des Français. On a voulu nous déloger de cette montagne-là où nous nous rencontrions pour nous organiser. Comme à ce moment-là nous essayions de faire une résistance, pour nous chasser de là, ils ont utilisé des armes lourdes, ils nous ont bombardés sur la montagne et puis nous avons été dispersés. Mais pendant ces trois jours-là, ils nous ont chassés. Quelques fois ils bombardaient dans les coins où ils croyaient que nous étions cachés et quand ils voyaient des gens s’échapper par peur, ils se mettaient à nous chasser, à nous poursuivre avec des armes à feu et des armes traditionnelles.

Q : Pendant tout le temps où vous êtes restés à Bisesero, avez-vous été attaqués par des hélicoptères, des hélicoptères armés donc ?

– Non, non, les hélicoptères armés ne nous ont pas attaqués. Nous étions attaqués par les militaires, les gendarmes, les surveillants de prison, avec aussi les miliciens entraînés et la population hutu mobilisée pour décimer Bisesero. Parce que, pour motiver la population, ils disaient que c’était le FPR qui campait là-bas dans ces hautes montagnes. Et donc, il fallait se débarrasser de ces éléments du FPR. Mais ils savaient, on savait très bien, qu’aucun membre du FPR n’était là.

Q : Le 30 juin, vous avez été secourus par les militaires français. Que s’est-il passé ? Où êtes-vous allés, vous personnellement après ?

– Je l’ai toujours dit, quand on parle d’intervention de sauvetage de l’armée française, moi, je ne suis pas d’accord. Je ne suis pas d’accord pour une raison que je vais vous expliquer. Tout d’abord, je ne peux pas accepter qu’on dise ça, parce que les Français qui étaient dans ce pays, même avant le génocide, l’armée française, le gouvernement français, ont contribué beaucoup à la guerre de mille neuf cent nonante entre le FPR et l’ex-gouvernement rwandais. Ils avaient toutes les informations comme quoi le gouvernement préparait le génocide. L’entraînement des miliciens, l’entraînement des ex-FAR, les massacres qu’on a commis en nonante et un, en nonante deux du côté des Bagogwe, du côté du Bugesera, l’intervention de l’armée française sur le front, tout le monde le sait. Moi j’en ai été personnellement témoin en nonante deux, quand j’étais ici à Kigali, lorsque le FPR a pris la ville de Byumba, j’étudiais là-bas dans ces hautes montagnes à Rutongo. C’est l’armée française avec ses armes lourdes qui est venue camper à côté de cette école-là, du grand séminaire, pour bombarder

⁶Recherché par le TPIR, Charles Sikubwabo n’a jamais été arrêté. Les militaires français ne l’ont pas inquiété. Ils le font même interviewer par un académicien français. Cf. Jean d’Ormesson, "La drôle d’odeur de l’église de Kibuye", *le Figaro*, 20 juillet 1994, p. 24.

⁷Les streams sont des grenades en forme de petites fusées, lancées par des fusils.

Byumba afin de déloger l'armée patriotique. Donc je connaissais l'implication de l'armée française dans les combats. Dès que le génocide a commencé, les Français avaient toutes les informations.

Je me suis demandé comment les Français pouvaient intervenir, après trois mois, alors qu'ils savaient que, partout dans le pays, les Tutsi étaient en train d'être massacrés. C'est donc qu'ils sont venus dans un autre but. La raison de leur arrivée, à mon avis, était de protéger ces Hutu-là qui venaient de perdre devant l'armée patriotique qui gagnait de plus en plus de terrain. Et comme la France était derrière l'ex-armée rwandaise, elle avait honte de voir une armée, qu'elle soutenait depuis longtemps, perdre le combat. C'est donc pour cette raison qu'ils se sont empressés de diviser le pays en deux, afin qu'il y ait une zone contrôlée par eux, par les Français, afin qu'ils puissent remotiver, réorganiser cette armée, pour repartir au combat contre l'armée patriotique. C'était donc ça la logique. Parce que, quand j'étais à Bisesero, les Français nous disaient : « *Nous savons que le FPR, les militaires du FPR n'ont pas d'uniformes, ils peuvent donc s'infiltrer n'importe comment. Pour cette raison il y a risque qu'il y ait combat ici* », donc à Bisesero. Et je leur ai dit : « *Comme vous avez des bases à Goma et Bukavu, si vous voyez que cette zone est dangereuse, pourquoi ne pas nous la faire quitter et aller dans une zone sûre.* » Ils ont dit : « *Non. Ce sont vos confrères là-bas, le FPR, nous le savons. Vous allez rester ici. S'ils nous attaquent vous allez succomber ici.* » Il y a même un militaire français qui m'a dit : « *Cette fois-ci, vous n'êtes pas prioritaires. Les prioritaires ce sont les Hutu qui sont en train de fuir, nous allons nous occuper d'eux.* » Donc tout cela montre que le souci de ces militaires, de cette intervention, n'était pas de sauver les Tutsi, parce que les Tutsi étaient déjà morts, leurs souci c'était, à ce moment-là, de sauver les Hutu, de sauver aussi, d'essayer de réorganiser l'armée rwandaise, pour qu'elle puisse récupérer du terrain. À mon avis c'est ça et je ne pense pas que je me trompe.

Q : Qui vous a dit précisément que le FPR attaquait avec des civils armés ?

– C'est ce dont les militaires français accusaient le FPR. Ils disaient : « *Les FPR n'ont pas d'uniformes. Ils s'infiltrent dans la population. On ne peut pas savoir qui est civil, qui est du FPR.* » C'était des préjugés qu'avaient ces militaires.

Q : Ces militaires français vous ont dit ça quand ?

– C'est après l'installation du camp à Bisesero, après le 30 juin. Quand on a formé un camp. Donc le 30, ils sont venus. Ils nous ont demandé de faire un camp là-bas, à Bisesero. Mais, à mon avis c'était, je ne sais pas comment le dire en français, mais c'était leur soi-disant raison d'être là-bas, à Bisesero. Ils montraient qu'ils étaient en train de faire quelque chose d'humanitaire pour justifier leur présence, alors qu'ils restaient là pour d'autres raisons.

Q : Avez-vous été informés que le soir du 30 juin, pendant le sauvetage entre guillemets avec les hélicoptères, il y aurait eu à Gishyita une distribution d'armes, selon Corine Lesnes du journal *Le Monde* ?

– C'est fort possible. Quand les militaires français sont venus, je pense que vous avez suivi ça, . . . , on a préparé leur arrivée. On les a accueillis avec enthousiasme. Ils ont été accueillis par qui ? Ils ont été accueillis par les autorités

génocidaires, par ces miliciens, par ces Hutu mobilisés. Donc, comme c'étaient eux qui étaient toujours là, je ne douterai vraiment jamais que les Français ont distribué des armes parce que les combats, les tueries continuaient. Ça continuait même après leur arrivée, même lors de la Zone Turquoise ! Comme ils parlaient le même langage avec ces tueurs-là, ces criminels, moi, je ne douterai pas.

Q : Confirmez-vous le fait que des blessés ont été transportés à Goma et là, n'ont pas été bien traités. Il paraît que des blessés relativement légers ont été amputés alors que ce n'était pas du tout nécessaire ?

– Je confirme ça, parce qu'à ce moment-là, après la formation de ce camp, j'étais avec les responsables du camp. Je suis parmi ces responsables qui ont identifié les blessés et qui les ont donnés aux militaires français pour les amener à Goma. Donc nous avons des cas concrets. Il y avait par exemple des blessés qui avaient reçu une balle sur le bras sans que ça pénètre l'os et on a coupé le bras ou le pied. Il y a beaucoup de cas. Il y a eu beaucoup de lamentations du côté de ces gens qui ont été amenés à Goma et maltraités. On leur coupait des membres, gratuitement, comme ça.

Q : Certains rescapés disent que les Français ont emmené des Tutsi rescapés dans des camions, ils auraient été tellement serrés qu'ils seraient morts par asphyxie. Est-ce vrai ?

– Ça c'est juste. Je peux expliquer le pourquoi de cela. Je ne me souviens pas exactement de la date mais c'était à mi-juillet. Il y a eu un message, je ne sais pas d'où il venait. Je dormais juste tout près des militaires français comme responsable du camp. On m'a appelé la nuit et on m'a dit : « *Il y a un message comme quoi, on vous propose soit de rester avec nous, et vous pouvez être protégés par l'armée française, soit de vous amener dans la zone contrôlée par le FPR.* » On m'a dit de demander aux rescapés de donner leur position. Moi, j'ai répondu directement que je connaissais leur position, que c'était d'être amenés dans la zone du FPR. Ils ont été très fâchés. Ils ont dit : « *Non, allez lever tout le monde et demandez à chacun. Il faut que tu requiers la position de chacun.* » Moi, j'ai été obligé de faire un rassemblement et de demander à tout le monde. Et tout le monde a répondu sans que même je termine mon discours. Ils ont dit : « *Nous allons partir* ». Les Français n'étaient pas contents de cela.

Q : Avez-vous fait une liste nominative des gens qui voulaient partir ?

– Tout le monde voulait partir. J'ai dit : « *Y a-t-il quelqu'un qui veut rester avec les militaires français ici ?* » Personne n'a dit oui. Donc j'ai répondu que tout le monde veut partir et ils n'étaient pas contents. Ce qui montre leur mécontentement, c'est que, juste après avoir présenté notre position aux militaires français, ils ont coupé nos rations. Ils ont coupé la distribution des vivres qui étaient dans le stock.

Q : Pendant combien de jours ?

– Pendant ces jours d'évacuation. Donc c'est dans ce sens-là qu'ils nous ont chargés dans des camions avec vraiment une mauvaise intention. On a tassé. On fermait avec les bâches, donc on serrait. De façon que ...

Q : On serrait ? Ils ne pouvaient pas sauter du camion ?

– Non, non, on ne pouvait pas regarder dehors. On mettait dans les camions.

Après avoir rassemblé les gens dans les camions, on entourait la galerie des camions avec les bâches et puis on serrait avec les cordes partout, de façon que nous ne pouvions même pas savoir là où nous étions arrivés. Et cela a causé des problèmes à pas mal de gens.

Q : C'est difficile de croire que des gens ont été asphyxiés dans un camion bâché.

– Oui, j'affirme cela parce que les gens ils étaient nombreux dans les camions, ils étaient enfermés, ils étaient entassés comme . . ., comme les poules dans le poulailler si je peux dire.⁸

Q : C'était à quelle date ?

– Je crois que c'était la troisième semaine. Nous avons passé là environ trois semaines. Et l'évacuation n'a pas été faite en un seul jour. Ça a duré deux ou trois jours, je crois.

Q : Où se trouvait le camp où ils vous avaient parqués ? On m'a dit hier que c'était en face du monument de Bisesero, dans le petit village de Bisesero ou à côté.

– Exactement c'est là, tout près de la route.

Q : Est-ce à cet endroit-là que les hélicoptères sont arrivés le 30 juin ?

– Le 30 juin, il y a des militaires qui sont montés en camion.⁹ Nous étions dispersés dans les brousses et nous avons essayé d'appeler tout le monde, nous leur avons dit de venir, nous nous sommes concentrés là-bas.

Q : Où les militaires français étaient-ils logés à Gisovu ? Je crois avoir lu qu'ils étaient à l'usine de thé.

– C'est possible parce qu'ils avaient des positions partout dans leur zone. Ce que nous savions c'est qu'il y avait un camp là-bas chez nous, une grande position, de l'armée française. Mais de l'autre côté, parce que c'était dans leur zone, ils avaient des positions aussi. Mais comme nous étions là, nous ne dépassions pas les limites, nous restions dans le camp.

– Ce que je peux dire pour cette intervention. Bien sûr, dès qu'ils sont arrivés, les gens qui étaient dans le camp n'ont plus été attaqués. La question que je peux poser à n'importe qui c'est de m'expliquer la raison d'une intervention militaire pour sauver les vulnérables, les personnes en danger, au bout de trois mois de massacres, alors que ces massacres, graves, de la population étaient connus depuis trois mois.

[Passage de la conversation non enregistré]

– Les Français ne savaient pas que des éléments du FPR étaient là à Butare. Les militaires français voulaient que Butare soit dans leur zone, dans la zone Turquoise. Mais ils ont été très surpris quand ils sont arrivés là, les militaires du FPR étaient déjà infiltrés dans la ville et, quand ils ont voulu couper en deux, les militaires du FPR ont ouvert le feu. Et les militaires français ont vu que la situation était sérieuse. À tel point que même à Bisesero, nous avons vu ici un militaire français qui a été fusillé, blessé au bras. Il a été amené là et

⁸Au téléphone, Bernard Kayumba nous a précisé que personne n'était mort immédiatement d'asphyxie. Nous n'avons pas demandé s'ils en avaient gardé des séquelles.

⁹Les premiers véhicules qui se sont arrêtés le 30 juin étaient des jeeps P4, à 4 places, et une voiture de journalistes.

à ce moment-là, la situation était grave. Ils ont dit : « *Le FPR nous attaque. Ils ont bien vu le drapeau français à l'épaule de notre militaire, c'est un signe d'agression* » puis ils ont dit : « *Nous avons des équipements graves, nous pouvons même brûler toutes ces montagnes-là.* » Ils m'ont dit ça. Et à ce moment, ils ont demandé aux militaires qui étaient là de faire de l'échauffement, ils ont chargé du matériel, il y a eu des blindés qui sont montés, on ne sait pas vers où, mais du côté de Gisovu. Nous ne savons pas là où ils allaient mais ils nous disaient ce qu'ils allaient faire dans les postes du côté du FPR.

Q : Vous avez entendu les militaires français dire que le FPR allait attaquer à Bisesero ?

– Oui, oui, ils me l'ont dit : « *Comme il est difficile pour les militaires français d'identifier les militaires du FPR, il y a un risque que les militaires du FPR attaquent les militaires français.* » Mais ils ont dit : « *Nous, nous avons de l'équipement super, nous avons des avions, nous avons des blindés, nous avons des jumelles, même la nuit on voit partout. Si, le FPR s'aventure, nous allons brûler toutes ces montagnes-là.* » Et à ce moment-là, quand le militaire français a été blessé, le ciel a été sillonné par les avions.

Q : Quels avions ?

– Des petits avions, on ne les voyait pas bien, je crois que c'était des avions de chasse.

Q : Des avions à réaction ?

– Bon, on pensait qu'ils allaient réagir. Ils ont fait le défilé dans l'air, ils ont fait monter beaucoup de blindés, des véhicules blindés et des camions, des militaires avec des armes, beaucoup d'armes.

Q : C'était à quelle date, début juillet ou à la mi-juillet ?

– À la mi-juillet, je crois. Les dates m'échappent car à ce moment-là c'était difficile, d'avoir ces précisions, j'avais perdu la tête, si je peux dire.

[Cette partie de la conversation n'est pas enregistrée.]

– On allait mettre en place le Gouvernement. J'ai entendu à la radio une autorité française, je ne me souviens plus qui, a dit : « *Nous, la France, nous ne pouvons pas accepter qu'une minorité dirige le pays. La France n'acceptera jamais.* » Je crois juste que c'est le ministre de la Défense qui parlait au téléphone. « *La France n'acceptera jamais qu'une minorité gouverne le pays, gouverne une majorité de plus de 85% de la population.* » Ça a été dit ouvertement, comme si cette minorité n'était pas rwandaise.

Q : Vous l'avez entendu à l'époque ou vous l'avez appris après ?

– C'est juste au moment où nous avions déjà quitté le camp. Et oui, ils ont dit que la France ne va pas accepter qu'une minorité dirige le Rwanda.